



BILAN DES ACTUALITÉS ULTRAMARINES DU GROUPE RDPI

Novembre 2025

Pour s'inscrire à la newsletter du groupe des sénateurs RDPI



N'hésitez pas à suivre nos actualités sur les réseaux sociaux



www.rdpi-senat.fr



x.com/senateursRDPI



[@senateursRDPI](https://t.me/senateursRDPI)



www.facebook.com/senateursRDPI/



www.instagram.com/senateurs_rdpi/



LE GROUPE RDPI DU SÉNAT

Première force ultramarine du Parlement



Je suis fier de présider le groupe qui représente la première force ultramarine du Parlement.

Cette position fait de nous **un collectif qui compte pour porter la voix des Outre-mer** et les enjeux spécifiques de chacun de vos territoires, au cœur des prises de décisions, au Sénat et auprès du Gouvernement.

Les sénateurs de notre groupe sont issus de l'océan Indien, des Caraïbes et du Pacifique. Ils sont le reflet de la pluralité de vos territoires que nous défendons.

Conscients des défis auxquels vous faites face, nous plaçons les préoccupations des élus ultramarins que vous êtes au centre de nos engagements et de nos actions. Dans chacune de nos interventions, à travers les initiatives que nous portons, **nous sommes pleinement mobilisés pour soutenir l'économie, l'emploi, l'innovation et réduire les inégalités** qui séparent les Français des Outre-mer de ceux de l'Hexagone.

C'est la raison pour laquelle **nous nous sommes pleinement engagés à vos côtés dans le cadre de l'examen du projet de loi visant à lutter contre la vie chère**. En permettant l'adoption de plusieurs amendements, nous avons amélioré le texte qui - nous en sommes conscients - ne s'attaque pas suffisamment au problème structurel qui mine le quotidien des Ultramarins. Je me suis personnellement opposé à la suppression de l'article 5 du projet de loi, pour que la péréquation des frais d'approche contribue à une baisse des prix effective.

Aussi, soucieux de garantir à tous les Ultramarins un avenir durable, un accès aux services publics et attachés à donner à chacun les mêmes chances de réussite, nos élus ont porté au Sénat des sujets majeurs comme **l'indemnisation des victimes du chlordécone, une action efficace face à la crise de l'eau, un meilleur accès à la santé, le renforcement des moyens éducatifs**, ou encore **une plus grande fermeté face à l'insécurité**.

Enfin, nous plaçons pour une meilleure intégration des territoires dans leur environnement géographique et pour le renforcement de la coopération régionale, conditions indispensables au développement économique de vos territoires ainsi qu'au rayonnement de la France en Europe et dans le monde.

Nous avons une certitude : l'avenir de la France se joue dans les Outre-mer. Forts de cette conviction, nous resterons déterminés à agir aux côtés et dans l'intérêt de tous les Ultramarins.

Vous pouvez compter sur notre engagement sans faille.

François Patriat,

Président du groupe RDPI, Ancien ministre

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Patriat', with a long horizontal line extending to the right.

NOS ACTUALITÉS



10 septembre 2025 - Délégation de sénateurs RDPI à Mamoudzou. © Groupe RDPI

8-13 septembre 2025

Une rentrée parlementaire à Mayotte et à La Réunion

La France ne peut pas se projeter sans des liens constants avec ses territoires ultramarins.

Le passage du cyclone Chido a marqué Mayotte par sa violence. En solidarité avec les Mahorais, **les sénateurs RDPI ont choisi de se rendre sur l'île pour en mesurer les impacts concrets**. Alors que les premiers effets des mesures du projet de loi de refondation de Mayotte commencent à se faire ressentir, le chemin est encore long pour **répondre à l'urgence** et **soutenir une reconstruction durable du territoire**.



10 septembre 2025 - Action de terrain avec la commission d'urgence foncière créée par le ministre Thani Mohamed Soilihi. © Groupe RDPI

Le groupe RDPI fait de la refondation de l'archipel mahorais une priorité !

L'implication de la sénatrice Salama Ramia dans les travaux de suivi pour la refondation de Mayotte, aux côtés du général Facon, permet de **maintenir notre vigilance sur la bonne mise en oeuvre des mesures**, en association avec les collectivités.

À Mayotte et à La Réunion, les sénateurs RDPI ont pu cerner la **pluralité des réalités et des besoins de chaque territoire**. Par leur diversité, les **Outre-mer nécessitent des politiques territorialisées adaptées**.



Objectif #1 - Intégrer les réalités locales et les défis dans les politiques publiques (insularité, coût de la vie, chômage et mobilité) ;



Objectif #2 - Réaffirmer la place des Outre-mer au cœur de la souveraineté, du rayonnement et de la résilience nationale ;



Objectif #3 - Montrer que les Outre-mer sont des laboratoires d'innovations sociales, économiques et environnementales, des exemples pour l'ensemble du territoire.

BUDGET 2026

Non à la suppression du dispositif fiscal LODEOM !

L'engagement du groupe RDPI est total pour que les territoires d'Outre-mer ne constituent pas une variable d'ajustement budgétaire.

Face à **un budget en recul de plus de 20 %** en autorisations d'engagement et de **5 %** en crédits de paiement, **les sénateurs RDPI refusent de cautionner un désengagement de l'État** contraire aux principes d'égalité réelle et de rattrapage.

Notre cap est clair : **préserver la LODEOM et les crédits de la mission Outre-mer !**

1

Lors des séances de Questions au Gouvernement, le président François Patriat et le sénateur Frédéric Buval ont interpellé le Premier ministre et la ministre des Comptes publics pour **obtenir des garanties de préservation de la LODEOM**.

2

Les rapporteurs RDPI de la mission Outre-mer du budget, Georges Patient et Stéphane Fouassin, ont **rejeté en bloc**, en commission des finances du Sénat, **un budget en baisse qui tourne le dos aux territoires ultramarins** ! Teva Rohfritsch, rapporteur pour avis de la commission des lois, a également alerté sur l'impact concernant les politiques publiques en Outre-mer.

PROJET DE LOI DE LUTTE CONTRE LA VIE CHÈRE EN OUTRE-MER

Le groupe RDPI pleinement mobilisé derrière son rapporteur Frédéric Buval et son chef de file Dominique Théophile.

Si **le texte** introduit des mesures de transparence, d'encadrement des prix et de soutien à l'économie locale, le groupe RDPI a tenu à souligner qu'il **ne corrige pas les causes structurelles de la vie chère**, liées à la dépendance logistique, au manque de concurrence et à la concentration des marges.

“Un panier de courses de 100€ en Hexagone coûte 140€ à Fort-de-France. C'est inacceptable ! Alors que le revenu moyen y est plus faible et la part des personnes vivant sous le seuil de pauvreté plus élevée.”
— **Frédéric Buval, rapporteur du texte**

La situation économique des territoires ultramarins appelle des réponses ambitieuses et concrètes. Dans le même esprit que les travaux menés au sein de la mission de la Délégation sénatoriale aux Outre-mer sur la vie chère, dont **Teva Rohfritsch était le rapporteur**, les sénateurs RDPI ont abordé l'examen de ce projet de loi avec sérieux et responsabilité, **pour améliorer le texte et faire adopter plusieurs amendements** :

Un amendement de Salama Ramia

Pour **garantir un accès équitable à l'eau** dans les territoires ultramarins en cas de situation exceptionnelle en réglementant le prix de l'eau en bouteille

Deux amendements de Stéphane Fouassin

Pour intégrer les pratiques de **consigne** et de **réemploi** dans les accords “**bouclier qualité-prix**”, renforcer et adapter l'économie circulaire aux réalités insulaires

Pour donner aux Préfets des territoires d'Outre-mer **un outil de régulation des prix**, rapide, efficace et sécurisé juridiquement pour faire face aux crises

Le groupe RDPI a défendu le maintien de l'article 5 pour réduire les frais d'approche sur les produits de première nécessité.

Le groupe a défendu **un mécanisme de péréquation fidèle aux accords de Martinique**, associant l'État et les acteurs économiques. **Le président Patriat a demandé à ce que la parole donnée soit respectée** pour que la péréquation des frais d'approche **contribue à une baisse des prix effective** et à la lutte contre la vie chère.

NOS INITIATIVES



✓ Adoption au Sénat et transmission à l'Assemblée nationale de la proposition de loi organique de Teva Rohfritsch, sénateur de la Polynésie Française, pour **permettre aux communes de Polynésie et à leurs groupements d'intervenir directement dans certaines matières d'intérêt local** sans qu'il soit nécessaire d'obtenir une autorisation préalable de l'Assemblée.

✓ Transfert à l'État des personnels enseignants de l'enseignement du premier degré dans les îles Wallis et Futuna. Grâce à l'action du sénateur Mikaele Kulimoetoke, le groupe a obtenu l'engagement de la ministre de l'Éducation nationale d'alors pour intégrer aussi le personnel non-enseignant.

✓ Examen dans le temps réservé du groupe RDPI du texte du sénateur Dominique Théophile pour **reconnaître la responsabilité de l'État dans le scandale du chlordécone aux Antilles**.

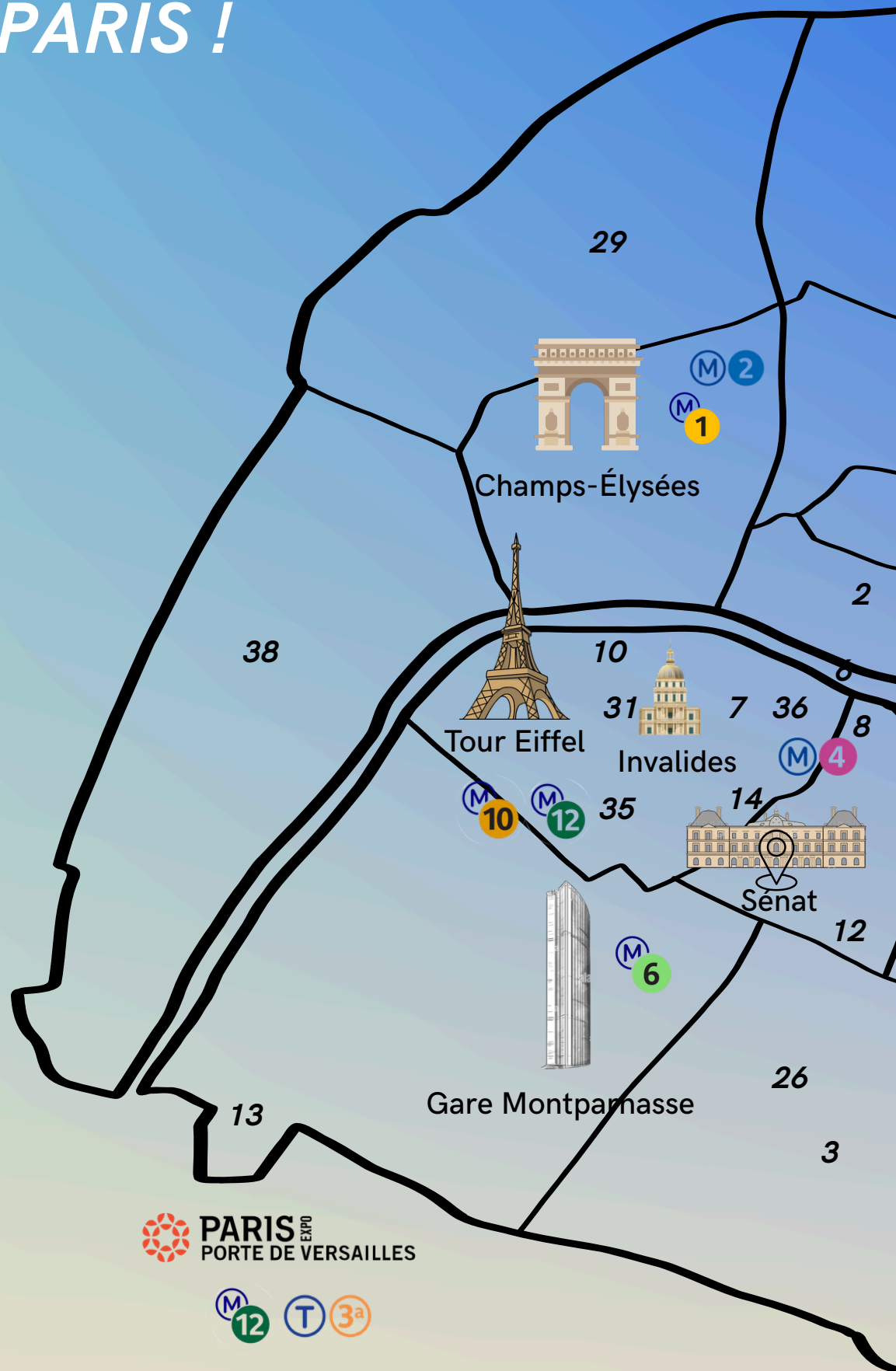
✓ La sénatrice Solanges Nadille a interpellé le Gouvernement au sujet des **préoccupations de santé et de sécurité publique en Guadeloupe** (intervention au colloque santé mentale, crise de l'eau, défi de l'école et du grand âge...)

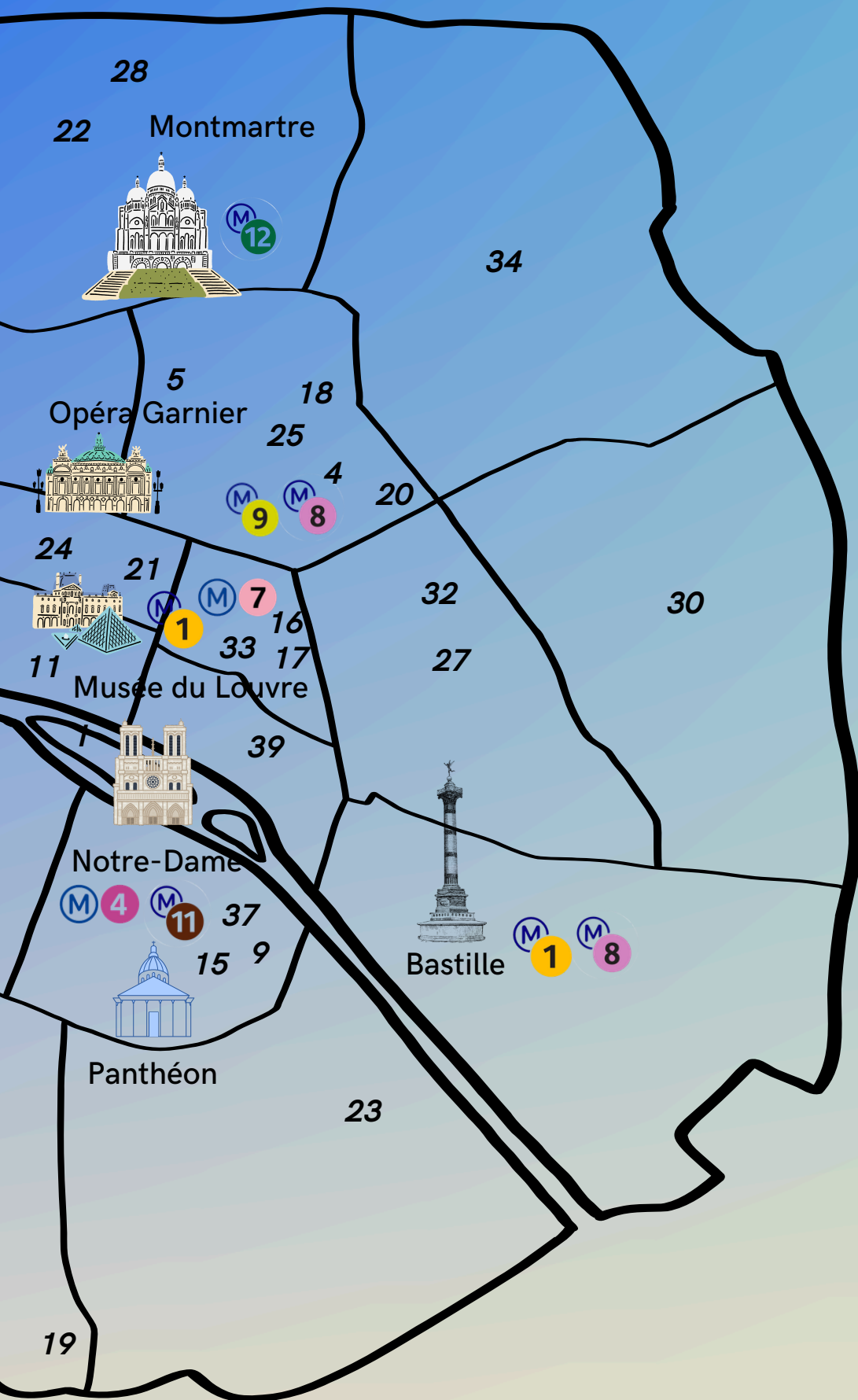
✓ Le groupe RDPI a voté POUR la proposition de loi visant à **sortir la France du piège du narcotrafic**. La sénatrice de la Guyane Marie-Laure Phinéa-Horth, vice-présidente de la commission d'enquête sur le narcotrafic, a appelé à **la mise en place de scanners corporels dans les aéroports**.

✓ Présentation par le sénateur de la Guyane Georges Patient de son **rapport sur l'intégration régionale des Outre-mer**, comme levier économique pour les territoires ultramarins.

✓ Lors des Questions au Gouvernement, le sénateur de La Réunion Stéphane Fouassin a demandé **une revalorisation significative et durable du POSEI** pour qu'il soit enfin à la hauteur des enjeux agricoles des territoires d'Outre-mer.

RDPI VOUS GUIDE DANS PARIS !





MUSÉES ET LIEUX REMARQUABLES

1. **Sainte-Chapelle**, 10 Bd du Palais, 1e
2. **Bourse de commerce**, Rue de Viarmes, 1e
3. **Rue des Thermopyles**, quartier de Plaisance, 14e
4. **Canal Saint-Martin**, 10e
5. **Musée Grévin**, 10 Bd Montmartre, 9e
6. **Pont des Arts**, 6e
7. **Hotel des Invalides**, 7e
8. **Église Saint-Sulpice**, 6e
9. **Grande mosquée de Paris**, 2bis Pl. du Puits de l'Ermite, 5e
10. **Musée d'Orsay**, Esplanade Valéry Giscard d'Estaing, 7e
11. **Jardin du palais Royal**, 1e

BARS & RESTAURANTS

12. **Le Bouillon Montparnasse**, 59 Bd du Montparnasse, 6e
13. **Voie 15**, 397 Bis Rue de Vaugirard, 15e
14. **Avant comptoir du Marché**, 14 Rue Lobineau, 6e
15. **Bonvivant**, 7 Rue des Écoles, 5e
16. **L'As du Falafel**, 34 Rue des Rosiers, 4e
17. **Le marché des enfants rouges**, 39 Rue de Bretagne, 3e
18. **Le comptoir Général**, 84 Quai de Jemmapes, 10e
19. **Les Fondus de la raclette**, 209 Bd Raspail 14e
20. **Les enfants perdus**, 9 Rue des Récollets, 10e

21. **Bistrot Vivienne**, 4 Rue des Petits Champs, 2e
22. **Boulom**, 181 Rue Ordener, 18e
23. **La Felicità**, 5 Parv. Alan Turing, 13e
24. **Chez Georges**, 1 rue du Mail, 2e
25. **Boulangerie Du Pain et Des Idées**, 34 Rue Yves Toudic, 10e
26. **Omaï**, 25 Rue Mouton-Duvernet, 14e
27. **Ti Dodo Gourmand**, 4 Rue de Lappe, 11e
28. **Délices de Guyane**, 83 R. des Martyrs, 18e
29. **La Maison du Rhum**, 10 Rue Léon Cogniet, 17e
30. **Bo Kay Max Distribution**, 16 Bd de Belleville, 20e
31. **Haitian Mama**, 24 Rue Bosquet, 7e
32. **Les Mascareignes**, 202 Bd Voltaire, 11e
33. **Boukan**, 16 Rue Dupetit-Thouars, 3e
34. **Le Macaron Tropical**, 7 Rue des Ardennes, 19e

L'OUTRE-MER À PARIS

35. **Ministère des Outre-Mer & Agence de l'outre-mer pour la mobilité**, 27 Rue Oudinot, 7e
36. **Maison de la Guadeloupe**, 98 Rue de Sèvres, 7e
37. **Délégation de la Polynésie française**, 28 Bd Saint-Germain, 5e
38. **Délégation de Mayotte**, 51 Rue du Dr Blanche, 16e
39. **Antenne La Réunion**, 21 rue du Renard, 4e

CONTACTS UTILES

Influence Outre-Mer - Réseau des cadres ultramarins

Mail : influenceoutremer@gmail.com

ACC'DOM Association des Communes et Collectivités D'Outre-Mer et Fédération des entreprises d'Outre-mer (FEDOM)

Tel : 06 36 14 18 83

Mail : contact@france-accdom.org

Conseil représentatif des Français d'Outre-mer (Crefom)

Tel : 06 22 59 12 34

Mail : contact@crefom.fr

Comité d'action sociale en faveur des Originaires des Départements d'Outre-mer en Métropole (CASODOM)

Tel : 01 42 36 24 54

Mail : casodom.75@gmail.com



Ne pas jeter sur la voie publique

Imprimerie : Sénat (France). Ce document est imprimé sur du papier issu de sources responsables.